

2. La présence inégale des opérateurs privés, expression caricaturale du positionnement économique régional vu par les opérateurs privés

La carte de l'accès au haut débit est, en très grande partie, celle de la présence des opérateurs privés. Elle nous informe sur leur perception du territoire français et du positionnement des différentes régions en matière d'utilisation des NTIC, et donc de rentabilité des réseaux. Après avoir dressé un panorama d'ensemble, nous dresserons une typologie régionale et préciserons le positionnement des deux Normandie.

2.1 La présence très sélective des opérateurs privés : panorama d'ensemble

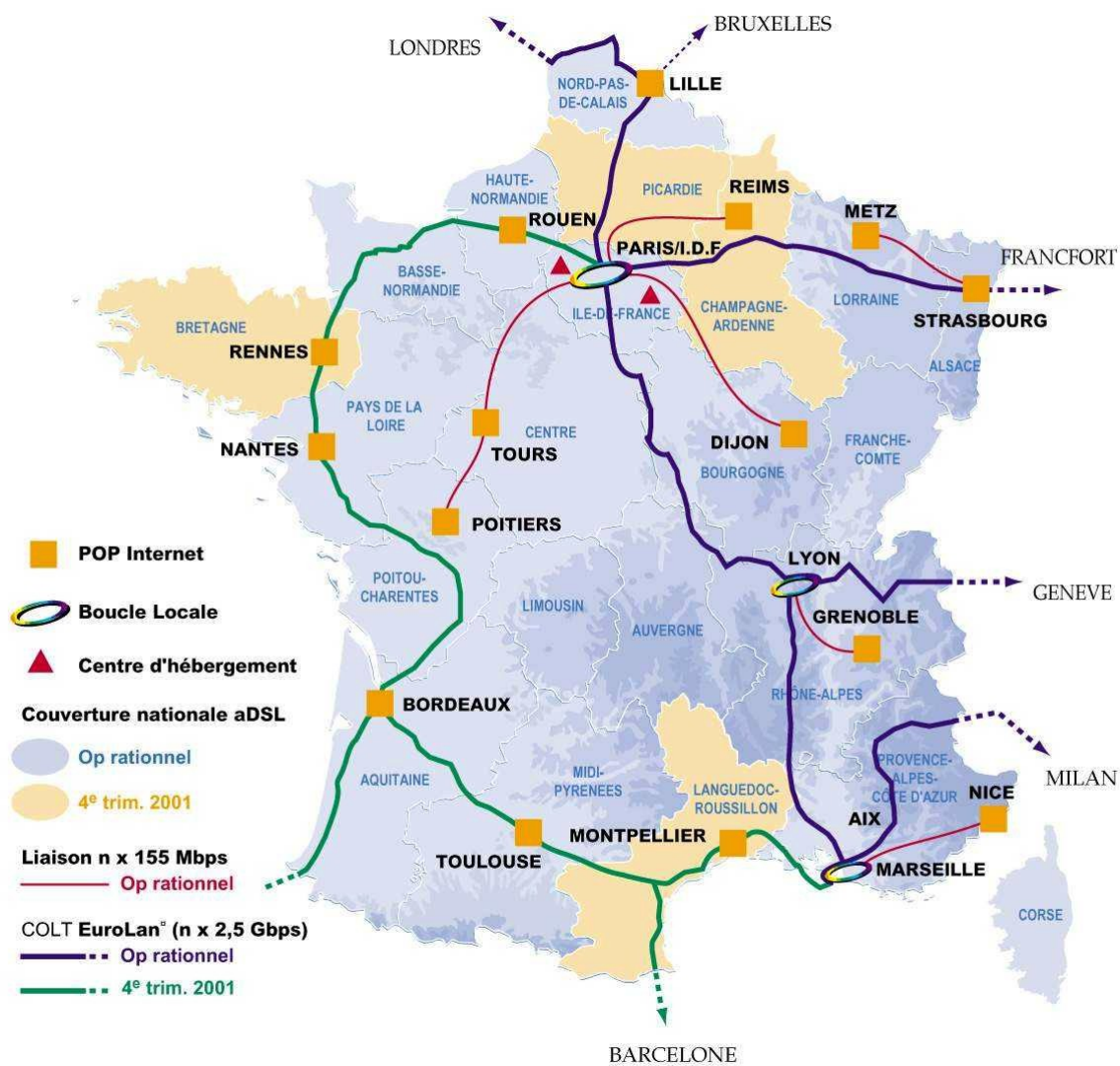
La présence des opérateurs est une des composantes essentielles de la diffusion des NTIC dans l'espace français. Vue sous cet angle, celle-ci s'effectue selon une logique hiérarchique.

2.1.1 Quelques cartes d'opérateurs privés

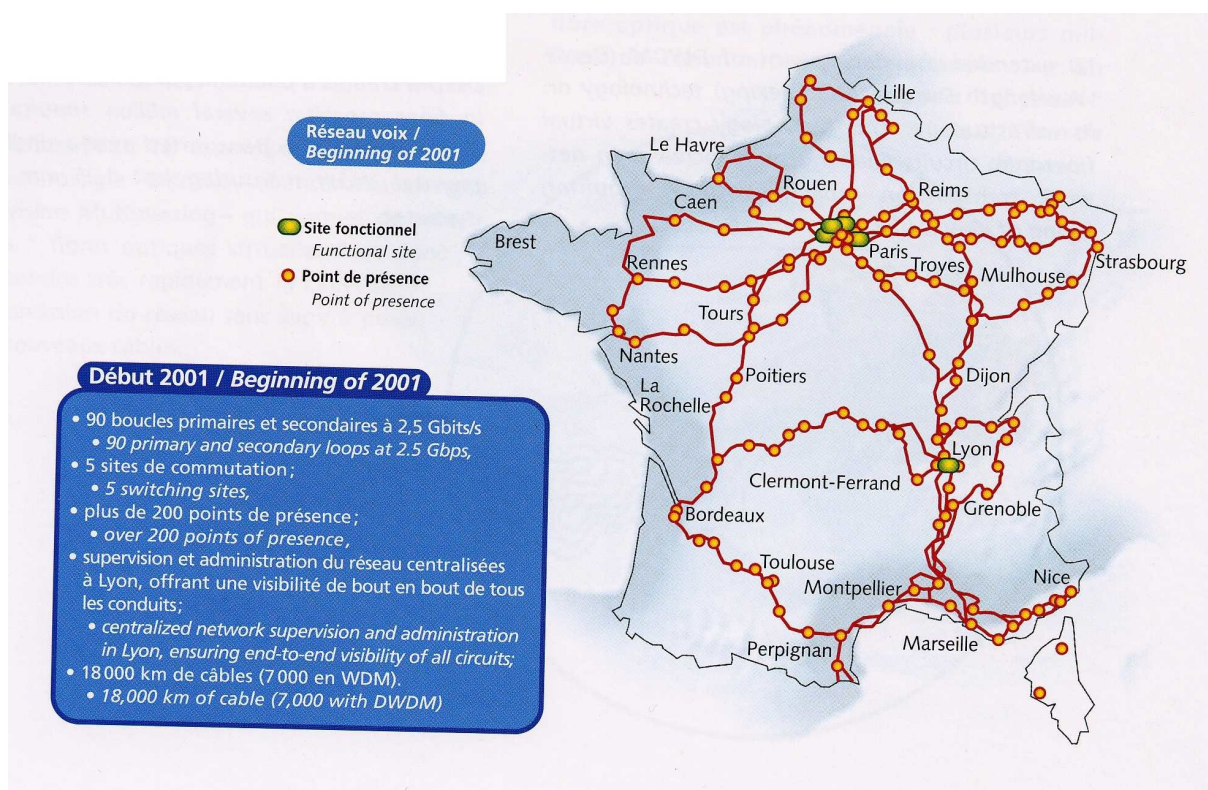
En France métropolitaine, la concurrence n'est réellement présente que dans un petit nombre d'agglomérations, les plus importantes.

Comme le notent la DATAR (1999b), puis BOURDIER (2000) et enfin MARCON (2001), les cœurs de réseaux continuent, près de quatre ans après l'ouverture du marché des télécommunications, de privilégier les liaisons entre Paris et les principales capitales régionales et européennes (opérateurs longue distance pan-européens) et entre Paris et les métropoles régionales (opérateurs nationaux). Ces réseaux, dont celui de COLT Télécommunications France (carte n°12) et de Télécom Développement (Carte n°13), présentent une configuration spatiale très proche de celles des principales artères de circulation du territoire français : ils sont essentiellement installés le long des voies ferrées, des autoroutes et des voies navigables. Leur structure reste largement centrée sur Paris, nœud majeur d'un axe principal courant du Nord de la France à la façade méditerranéenne et empruntant le parcours de l'Autoroute A6 et du TGV Sud-est. Les axes secondaires longent les grandes vallées (Seine, Rhône, Garonne) et suivent les autoroutes qui les relient entre elles. La description s'arrête là, d'une part parce que la densité de ces réseaux reste faible, opposant des zones

Carte n°12 : le réseau de COLT Télécommunications France à la fin 2001. (Source : COLT) Reproduit avec l'aimable autorisation de COLT.



Carte n°13 : Le réseau voix de Télécom Développement, au début 2001. (Source : Rapport d'activité 2000 de Télécom Développement. Reproduit avec l'aimable autorisation de Télécom Développement)



suréquipées et de vastes « vides optiques », d'autre part, parce que les opérateurs ne sont guère prolixes sur ces réseaux, qui restent mal connus, ce qui n'est pas sans « constitue[r] un handicap pour toute politique territoriale et pose[r] un véritable problème de principe quant au rôle de la puissance publique » (MARCON, 2001).

En ce qui concerne les réseaux d'interconnexion à distance limitée, les opérateurs privés déploient ponctuellement des boucles locales optiques connectées avec leur réseau longue distance. Ils sont massivement présents dans les principales agglomérations et leurs quartiers d'affaires. C'est le cas bien sûr de Paris et plus encore de La Défense et des

communes environnantes, qui bénéficient de plusieurs boucles locales optiques. Elles appartiennent à des opérateurs nationaux comme France Télécom et Télécom Développement (Carte n°13), et internationaux, comme l'américain COLT, l'un des plus actifs du marché de la boucle locale optique. La stratégie de ce dernier consiste à créer des boucles locales optiques dans les grandes capitales européennes et à les interconnecter à son réseau mondial (IDATE, 1999a ; carte n°12). En dehors de Paris et de la région parisienne, la présence des opérateurs privés se limite aux très grandes agglomérations françaises comme Lyon et Marseille, les autres devant se contenter de points de présence Internet.

2.1.2 Etat actuel et prévisionnel du déploiement des différentes technologies sur le territoire français

Un certain nombre d'études, notamment celles du cabinet TACTIS (2001 b et c), ont été menées au sujet des réseaux d'accès. Elles permettent de dresser une typologie des régions françaises en terme de présence des opérateurs et d'accès au haut débit. Se situant à l'horizon 2005, elles décrivent une situation qu'on peut raisonnablement considérer comme optimale dans trois à quatre ans. Les lacunes de cette couverture à venir font apparaître l'ampleur des carences actuelles et, partant, de la tâche des opérateurs privés et des collectivités locales.

Les espaces urbains bien desservis, ceux qui disposeront du panel de technologies et d'opérateurs le plus vaste, et seront donc en mesure de faire réellement jouer la concurrence, sont situés dans les grands centres d'affaires et dans les 150 principales agglomérations, qui ne représentent guère que 55% de la population française. Le reste devra se contenter d'un accès au haut débit au mieux inégal, réservé aux villes qui ont fait le choix du câble, le plus souvent faible, voire nul. Le vide numérique concerne tout de même un quart de la population métropolitaine (Tableau n°8).

Les **boucles locales optiques** jouent le rôle d'un réseau d'accès à haut débit dans les quartiers d'affaires et les centres des villes où elles sont installées, car il est aisé de relier les entreprises situées à proximité de la boucle, soit directement, soit par des liaisons spécialisées. Au total, à l'horizon 2005, seules une trentaine d'agglomérations devraient être concernées par ce type de réseau d'accès qui signale un marché jugé potentiellement important par les opérateurs, justifiant leur présence massive, et donc une offre optimale.

Tableau n°8 : Variation de l'accès au haut débit en France métropolitaine et à l'horizon 2005, en fonction du rang dans la hiérarchie urbaine (Source : TACTIS (2001b) sur base INSEE 1999).

Présence des opérateurs	Rang des unités urbaines	Nombre de communes	% population	% superficie	Technologies d'accès haut débit						Qualité de l'accès
					Fibre optique	Dégrou-page	BLR	Câble	ADSL	Satellite	
Forte	30 premières (Zones d'affaires et centre-ville)	1370	40	2,78							Optimale
	80 à 100 premières	Environ 2000	Environ 50	4,2 à 4,6							
	150 premières	Environ 2400	55	5,8							
Inégale	500 premières	Environ 3500	65	9,7							Débit limité
Faible hors France Télécom	De la 500 ^e à la 2000 ^e	Environ 2500	10	8,8							Contraintes de localisation
Aucune	- Communes rurales	Environ 30 000	25	81,5							Pas de voie de retour

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le **dégroupage** n'est en cours de mise en place qu'à Paris, Lyon et Marseille (Tableau n°9).

Tableau n°9 : Répartition géographique des salles de colocalisation commandées au 20 février 2002 (extrait du "Tableau de bord du dégroupage au 20 février 2002" sur le site de l'ART : <http://www.art-telecom.fr>).

Agglomération parisienne	63%
Agglomération marseillaise	12 %
Agglomération lyonnaise	10%
Autres agglomérations >100 000 habitants	15%

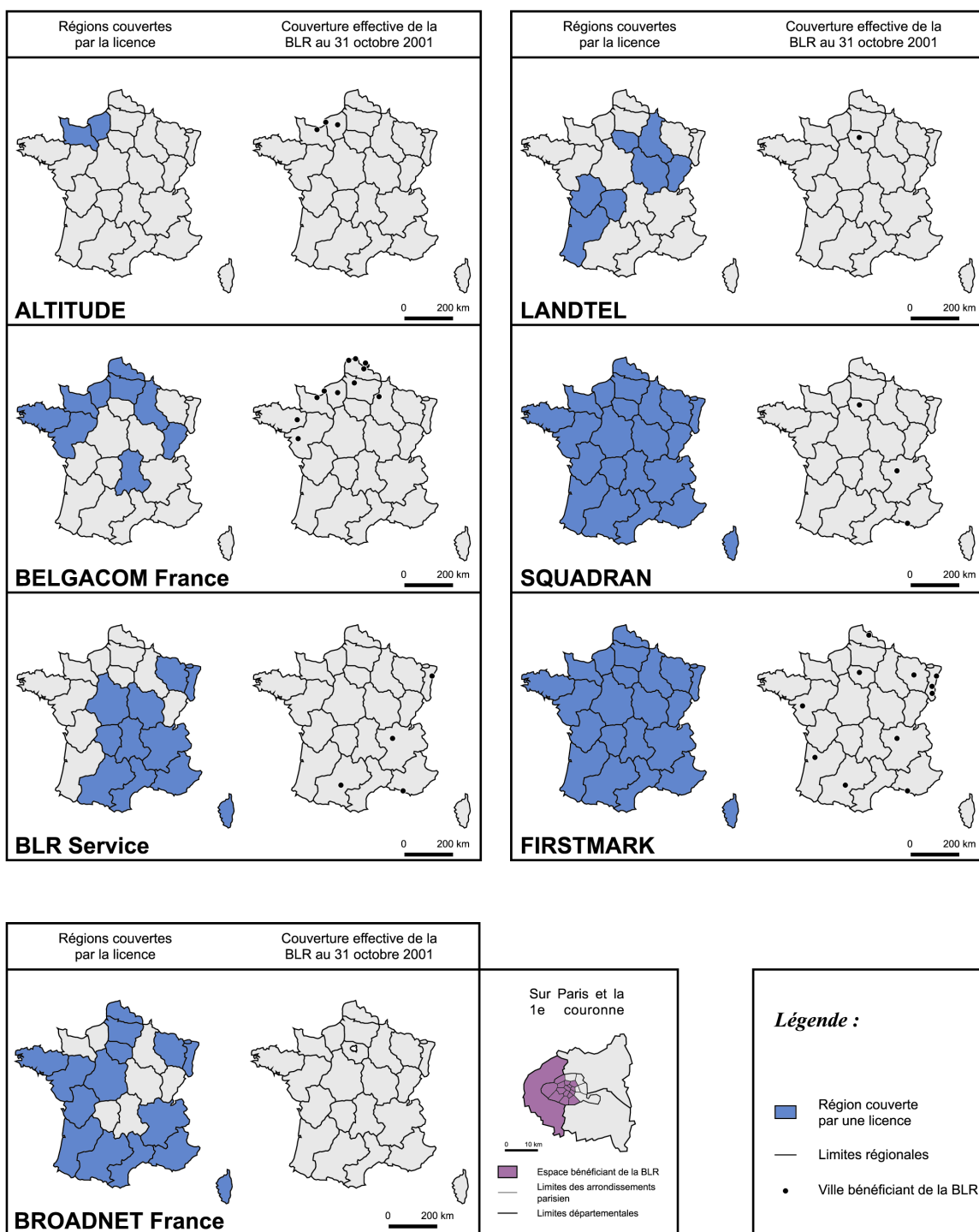
D'une part, ces trois agglomérations, qui ne représentent que 21% de la population métropolitaine, concentrent 85% des 125 salles de colocalisation commandées, dont 63% pour la seule agglomération parisienne (16% de la population), ne laissant que 15% aux 57 autres agglomérations de plus de 100 000 habitants, soit presque autant que pour la seule agglomération marseillaise. Sur les 34 millions de lignes fixes de France Télécom, seulement 500 sont totalement dégroupées, principalement en région parisienne. Le processus d'accès au dégroupage s'y effectue beaucoup plus rapidement que dans ce qu'on pourrait appeler la « province urbaine profonde », parent pauvre de l'espace français. Cette situation est révélatrice de la myopie des opérateurs alternatifs pour tout ce qui ne ressemble pas à une grande métropole.

Quant à la **BLR**, la consultation des rapports de l'ART (2000a et b) sur ses appels à candidature montre que le déploiement de cette technologie n'est pas aussi rapide que certains veulent bien le dire : par exemple, en Basse-Normandie, les deux opérateurs finalement retenus, Altitude et Belgacom prévoient pour le premier un taux de couverture radioélectrique de la population de 7,18% fin 2001 et de 13,32% (soit 46,4% de la population des unités urbaines de plus de 50 000 habitants) fin 2004, tandis que le second stagnerait à 4% (15,5% de la population des unités urbaines de plus de 50 000 habitants) (ART, 2000). De plus, étant donné que cette technologie ne peut être déployée que dans les zones urbaines ou semi-urbaines, les objectifs finaux des opérateurs en matière de couverture de la population sont fonction certes de l'ampleur des investissements engagés, mais aussi de la configuration de la répartition régionale de la population, les régions densément peuplées et urbanisées étant forcément plus favorisées. Le nombre de clients escompté est le déterminant principal de l'investissement des opérateurs. C'est vrai notamment pour l'Ile-de-France qui, pour un

investissement prévu seulement 4 fois supérieur à la région la plus « coûteuse » (795 MF contre 195 MF en Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais), présentera un taux de couverture moins de 2 fois supérieur à la région la mieux couverte (61.5% contre 35% en PACA), mais un nombre de clients 11 fois supérieur (17 687 contre 2 019 en Aquitaine), et ce alors que tout le panel des technologies y est présent (Source : TACTIS, 2001d). La carte n°14 montre bien les limites spatiales de la diffusion de la BLR sur le territoire métropolitain.

Cette diffusion s'effectue selon un mode hiérarchique, tant les opérateurs privilégient d'abord les plus grandes agglomérations, alors qu'elles sont déjà couvertes par d'autres types de technologies (boucle locale optique), et bénéficient ainsi d'un marché ouvert à la concurrence. Ainsi, Paris bénéficie d'ores et déjà de la présence de quatre opérateurs, Lyon et Marseille de trois opérateurs, Lille, Nantes, Strasbourg et Toulouse ont le choix entre deux opérateurs. L'Ile-de-France est systématiquement la première région courtisée par les opérateurs, au détriment des autres régions pour lesquelles ils ont pourtant obtenu des licences (Landtel, Broadnet¹), voire du reste du territoire métropolitain en ce qui concerne les opérateurs disposant de licences nationales. Mais le Paris et l'Ile-de-France des opérateurs se réduisent aux arrondissements les plus économiquement et socialement corrects ou à quelques communes des Hauts-de-Seine, relativement éloignées de Chanteloup-les-Vignes ou de Mantes-la-Jolie : à chacun sa périphérie ! L'hyperpériphérie du territoire français vu par les opérateurs de BLR sont la Bourgogne, la Corse, la Franche-Comté, le Limousin, l'Auvergne, le Poitou-Charente, le Centre et même le Languedoc-Roussillon : dans toutes ces régions (8 sur 22 tout de même), plus d'un an après la clôture de l'appel à candidature, aucune ville n'est couverte par l'offre d'un opérateur de BLR, alors qu'elles sont en principe couvertes par 2 licences régionales et deux licences nationales, comme toutes les autres. Une ligne Caen-Mulhouse traverse le territoire : au sud, la présence des opérateurs est soit ponctuellement massive, concentrée dans les métropoles régionales, soit totalement nulle, alors que, au nord, sans être diffuse, elle est plus forte et touche des villes moyennes, souvent frontalières, comme Amiens, Reims, Mulhouse, Colmar, Dunkerque ou Calais. L'ampleur des limites spatiales actuelles du déploiement de la BLR apparaît particulièrement dommageable pour les PME, aux besoins desquelles ce mode d'accès au haut débit apparaît approprié.

¹ Ces deux opérateurs, en avril 2002, font l'objet d'une mise en demeure de l'ART pour non-respect de leurs engagements : leur couverture du territoire n'a pas évolué entre novembre 2001 et avril 2002, se limitant donc à l'Ile-de-France, au détriment de toutes les autres régions qui leur ont été attribuées.



Carte n°14 : Le déploiement de la Boucle Locale Radio sur le territoire métropolitain, à la fin 2001.

La diffusion de l'**ADSL** est en cours. Selon la Commission Européenne (2000, Annexe 2), la lenteur du déploiement d'une offre ADSL concurrentielle sur le territoire (« a continued blockage of competition on the ADSL market », p.161) est en bonne partie due à la mauvaise volonté de France Télécom, et représente un handicap certain pour l'accès à Internet à haut débit, particulièrement préjudiciable aux particuliers et aux PME : « the major barrier to competition in the high-speed Internet access market, particularly for domestic and small-business users » (p.166).

Il faut attendre 2001 pour que ce type d'accès commence réellement à se développer: en juin, il concerne 363 000 abonnés, dont 141 000 résidentiels et 222 000 professionnels (Source : IDC, in *Journal du Net*, 5 novembre 2001). En avril 2002, France Télécom annonce 500 000 clients ADSL. La carte n°12, qui décrit le réseau de COLT Télécommunications, présente une situation idyllique, en donnant l'impression que tout le territoire est couvert par une offre ADSL, alors que cette technologie implique de fortes contraintes de localisation (cf. annexe 4), telles qu'il est douteux qu'elle soit disponible partout. D'après France Télécom, fin 2001, 66% des Français sont couverts par l'offre ADSL, 84% devraient en bénéficier d'ici 2004 (Rapport d'activité 2001, sur site www.francetelecom.com). D'après l'ACFCI (2001), plus précise, l'ADSL est disponible fin 2001 dans la plupart des agglomérations de plus de 30.000 habitants ; les agglomérations de 15.000 à 30.000 habitants ne seront pas équipées avant 2003 au mieux ; quant à celles de moins de 15.000 habitants, elles ne sont pas prévues dans le plan de déploiement de France Télécom, « à moins d'une intervention forte des collectivités locales ». Le niveau de couverture de l'ADSL par France Télécom peut varier dans des proportions non négligeables d'un département à l'autre : ainsi, d'après l'OTV (Atlas Bretagne), en Bretagne, il est « excellent dans le Finistère, surtout sur le littoral, assez bon dans les Côtes-d'Armor et en Ille-et-Vilaine, moyen dans le Morbihan ». L'Ille-et-Vilaine est certes le département le plus dynamique de la région, mais son réseau urbain est moins dense que celui du Finistère. Le Morbihan, quant à lui, est le seul département breton à ne pas avoir développé un technopôle puissant et reste moins engagé dans une problématique NTIC que ses voisins.

Le **câble**, quant à lui, présente une répartition spatiale très inégale, et contrairement aux technologies que nous venons d'évoquer, relève moins des stratégies spatiales des opérateurs privés que des politiques urbaines. Pour qu'une ville soit câblée, il faut qu'elle ait fait ce choix d'équipement, quel que soit son rang dans la hiérarchie urbaine. Le plan Câble, au début des années 1980, n'a connu qu'un accueil très mitigé. Mais cette technologie connaît un regain d'intérêt depuis quelques années, dans le contexte de libéralisation des

télécommunications, du fait de sa capacité, récemment développée, à supporter, en complément de la télédistribution mais avec des limites en voie remontante, la téléphonie et la fourniture d'accès à Internet à haut débit. Pour les réseaux câblés anciens, cette offre de nouveaux services se fait au prix d'investissements relativement coûteux. De ce fait, non seulement le nombre de communes câblées, malgré son augmentation récente et en cours, reste relativement faible, mais, de plus, le câblage ne rime pas automatiquement avec l'accès au haut débit : sur les 1 639 communes câblées en France au 30 juin 2001, seules 400 disposent de l'accès Internet haut débit (Source : AFORM). Les prévisions de TACTIS (2001b, Tableau n°8) qui considère que 3500 communes devraient accéder au haut débit par le câble d'ici à 2005 sont loin d'être réalisées.

2.2 La présence très sélective des opérateurs privés : panorama local

La situation est en fait localement, et non régionalement, contrastée entre des villes qui peuvent être correctement équipées et le reste des régions qui peut, au contraire, être totalement ignoré par les opérateurs.

2.2.1 *Quatre types de situation*

Le premier type, rare puisqu'il ne concerne que Paris, et à un degré moindre Lyon et Marseille, réunit les **grandes métropoles bien équipées, voire suréquipées dans certains quartiers d'affaires**. Ici, tous les opérateurs autorisés sont présents, et proposent des offres variées, reposant sur l'utilisation de technologies les plus diverses et les plus à même d'être adaptées aux besoins de toutes les PME, quels que soient leurs usages. Par exemple, Marseille bénéficie de la présence effective ou prévue de pas moins de quarante opérateurs (OTV, Atlas régional de PACA, sur site OTV ; Plaquette « Télécommunications » de Provence Promotion).

Le deuxième type rassemble **quelques capitales régionales correctement équipées**, où les opérateurs sont présents sans être très nombreux. Toutes les technologies sont proposées mais le marché n'est pas totalement ouvert à la concurrence, car tous les opérateurs n'ont pas encore installé leurs services, ce qui montre que ces marchés occupent déjà une place secondaire dans leur stratégie de déploiement spatial. Ces capitales régionales, essentiellement Lille, Strasbourg, Toulouse et Nantes sont toutes ouvertes sur l'extérieur, soit

par leur position frontalière ou d'interface, soit par leur profil économique (pôle aéronautique international toulousain).

Le troisième type concerne **la plupart des agglomérations de plus de 100 000 habitants et quelques agglomérations plus modestes**. Il se caractérise par une **présence faible de la concurrence**. La BLR n'y est pas déployée, ou alors par un seul opérateur dans le meilleur des cas, qui reste rare et la Boucle locale optique d'initiative purement privée brille par son absence ; le câble, s'il est présent, n'est pas toujours équipé pour l'accès au haut débit, et de toute façon, réduit l'offre à celle de l'unique câblo-opérateur en place.

Enfin, on peut considérer que la quatrième situation concerne **le reste du territoire**, qui, très ponctuellement câblé, mais sans accès au haut débit, ou couvert par une offre ADSL, se caractérise par **un vide numérique** qui n'est pas près d'être comblé. De nombreuses petites, voire moyennes villes, et tout l'espace rural, parfois même la périphérie ou les quartiers défavorisés de grandes villes (cf. ACFCI, 2001, p.36) entrent dans cette catégorie, dont se désintéressent tous les opérateurs, y compris France Télécom. Or, ces espaces accueillent de nombreuses PME, qui courent le risque d'être encore plus profondément marginalisées, à moins d'opérer une délocalisation vers des espaces mieux desservis. C'est ce risque que doivent éviter les collectivités concernées. La remarque du Conseil régional de Poitou-Charentes, citée dans le Livre Blanc de l'ACFCI (2001, p.35), résume l'ampleur du problème : « dans l'hypothèse où [le Conseil régional] se contenterait de faire jouer la seule loi du marché », seulement 53% des entreprises de plus de 10 salariés auront accès au haut débit d'ici 2003.

La carte de France de l'accès au haut débit et de la présence des opérateurs, loin de présenter un territoire harmonieux, où toute disparité spatiale aurait été abolie par la magie des NTIC, présente plus que jamais un visage plein d'aspérités : le suréquipement ponctuel côtoie les immensités abyssales d'un vide numérique, où le spectre de la métropolisation devient chaque jour plus menaçant.

2.2.2 Les Normandie : un oubli à deux vitesses

Les deux Normandie, comme le montrent par exemple les deux cartes d'opérateurs privés, ne sont pas dans une situation très enviable, et semblent plutôt oubliées, mais avec des nuances importantes.

L'analyse des cartes de COLT et de Télécom Développement montre que nos deux régions sont traversées par de gros câbles optiques, disposés essentiellement le long de la

Seine et des autoroutes, et il va sans dire que d'autres opérateurs privés sont présents sur le trafic longue distance. Pour COLT, ces câbles n'ont été installés qu'à la fin 2001, soit plus tardivement que sur l'axe Lille-PLM. La Haute-Normandie est mieux desservie que sa voisine : elle dispose d'un peu plus de points de présence Internet (POP) et les zones ignorées des opérateurs y sont moins vastes car le Cotentin et l'Orne sont littéralement évités. Toutefois, même pour la Haute-Normandie, il convient de nuancer la qualité de cette desserte : si quelques opérateurs comme CEGETEL travaillent avec des grosses entreprises, les câbles qui la desservent « la traversent pour aller ailleurs et non par volonté de servir cette région, qui a une image totalement inexistante en ce domaine, ce qui n'attire pas les opérateurs extérieurs » (SGAR de Haute-Normandie, Note interne sur la situation de France Télécom, mars 2001), à l'image de ce câble transatlantique qui débouche à Saint-Valéry-en-Caux sans innervier le moins du monde la région. De plus, et surtout, les capacités des opérateurs privés sont concentrées sur la vallée de la Seine, où ils sont nombreux, le reste du territoire régional, à savoir tout le nord de la Seine-Maritime et la plus grande partie de l'Eure sont totalement ignorés. La plupart des « tuyaux » qui desservent la Normandie s'apparentent à des autoroutes sans bretelles d'accès ou à des lignes TGV sans gares.

Du point de vue de l'accès local au haut débit, la situation n'est guère plus réjouissante, comme nous permet de le constater un document, certes un peu ancien, du Conseil général du Calvados (1999). Les boucles locales optiques *d'initiative privée* n'existent pas dans nos deux régions en dehors des Boucles de Raccordement Optique de la Clientèle d'Affaires (boucles ROCA) de France Télécom, qui desservent les principales zones d'activité de Caen, Rouen et Le Havre. Il faut noter toutefois que les opérateurs privés bénéficient, à Rouen, d'un P.R.O. (Point de Raccordement des Opérateurs) qui offre d'importantes possibilités de raccordement au réseau de France Télécom et permet le développement de la concurrence. En Basse-Normandie, en 1999, l'accès à la concurrence, permis par la présence dans ce segment de quatre opérateurs alternatifs, était limité aux services de téléphonie longue distance, via un service d'interconnexion au réseau de France Télécom, et il n'existait pas d'offre alternative pour la téléphonie locale et la transmission de données. Dans le Calvados, département le mieux placé en la matière en Basse-Normandie, aucun opérateur alternatif n'avait l'intention de déployer un réseau de fibre optique sur le département, ce qui est fait aujourd'hui pour COLT et Télécom Développement, mais pas en terme de boucle locale optique.

La BLR est en cours de déploiement sur les plus grandes villes comme Caen, Le Havre et Rouen, mais, comme nous l'avons déjà évoqué, les objectifs des opérateurs retenus par l'ART (ART, 2000 a et b) sont limités, notamment en Basse-Normandie alors que dans

l'ensemble son territoire apparaît « globalement favorable aux technologies hertziennes » (Conseil général du Calvados, 1999), du fait, notamment dans le Calvados, d'une topographie assez peu accidentée. Belgacom compte limiter son réseau aux unités urbaines de plus de 50 000 habitants, soit Caen en Basse-Normandie, et Rouen, Le Havre, Evreux, Elbeuf et Dieppe. Altitude est plus présent, mais dans des conditions particulières que nous évoquerons en troisième partie. L'ADSL se déploie certes dans les villes, même assez petites comme Bolbec ou Verneuil-sur-Avre, Flers ou Coutances, mais avec les limites déjà soulignées : le site de France Télécom, qui informe l'internaute sur les possibilités d'accès à l'ADSL en fonction de sa ville de résidence, spécifie que le client potentiel doit se renseigner auprès de son agence pour savoir si sa « ligne est suffisamment proche du central téléphonique » ! Les zones rurales sont bien sûr délaissées : le vide numérique s'étend ainsi sur de grandes parties des territoires normands, surtout en Basse-Normandie, où, dans l'Orne, seule Alençon dispose de l'ADSL.

D'une manière générale, nos deux régions n'attirent guère l'attention des opérateurs de télécommunications. C'est d'ailleurs ce qui apparaissait déjà dans une publication de Normandie Métropole (2000) qui, mettant en valeur les différences tarifaires en matière d'accès au très haut débit, accessible uniquement dans les agglomérations, (offre Global ATM de France Télécom), soulignait que les trois grandes villes normandes, Rouen, Le Havre et Caen ne pouvaient accéder qu'au tarif le plus élevé, les deux dernières n'étant que partiellement concernées puisqu'une partie de leur agglomération ne figurait même pas au catalogue. Cette anecdote est symptomatique de la faible attractivité générale des deux Normandie aux yeux des opérateurs de télécommunications, laquelle constitue en soi une limitation forte, *de facto*, de la concurrence et ne permet pas aux PME, soit d'accéder au haut débit, soit d'y accéder dans des conditions tarifaires acceptables. Cette situation est plus accentuée en Basse-Normandie, où une fracture numérique apparaît plus nettement encore entre Caen, qui reste néanmoins « une ville de second rang pour les opérateurs de boucle locale » (Conseil général du Calvados, 2000), et le reste de la région, véritable vide numérique.

Cette situation montre à quel point la mobilisation des acteurs du développement économique local est nécessaire dans nos deux régions, même en Haute-Normandie, où le territoire régional est loin d'être bien desservi par les opérateurs de télécommunications, même si sa situation est meilleure qu'en Basse-Normandie.

Le tableau n°10 dresse le bilan des handicaps et des atouts de nos deux régions d'étude en terme de diffusion des NTIC.

Tableau n°10 : Tableau synoptique du positionnement NTIC des Normandie

	Atouts	Handicaps	Positionnement NTIC
Hte-Nor-man-die	*culture scientifique et technique *urbanisation forte *industrialisation forte *place des grandes entreprises *niveau de l'investissement étranger *puissance des exportations	*faiblesse du système éducatif *faible qualification de la population *fort taux de chômage *industrialisation ancienne *faiblesse de la tertiarisation *faiblesse de l'emploi NTIC	*bon score sites/1000 ets *faible score sites/pop.urbaine et sites/100 PME * attractivité moyenne pour les opérateurs *accès haut débit correct en vallée de Seine *vide numérique en zone rurale
Basse-Nor-man-die	*tradition universitaire *industrialisation relative et récente *importance de l'emploi NTIC *attractivité touristique	*faiblesse du système éducatif *faible qualification de la population *faiblesse de l'urbanisation *faiblesse de la tertiarisation *faiblesse de l'investissement étranger *faiblesse des exportations	*faibles scores, sauf bon score sites/pop urbaine *faible attractivité pour les opérateurs ; faible concurrence *accès haut débit très limité *vaste vide numérique en zone rurale

Nos deux Normandie sont dans des situations assez différentes en terme d'atouts et de handicaps : la Haute-Normandie est plus avantagée que la Basse-Normandie, mais ses handicaps, importants également, ne sont pas moins préoccupants. Néanmoins, les atouts de la Basse-Normandie ne sont pas négligeables, et surtout, ils semblent relever d'une économie qui démontre une capacité d'adaptation. En terme de positionnement NTIC, la Haute-Normandie est mieux placée que la Basse-Normandie, mais peut-être pas dans des proportions aussi importantes que le laissent supposer ses importants atouts. Le bilan de nos deux régions, très nuancé, souligne, pour chacune d'entre elles, la nécessité d'une mobilisation locale forte en faveur des NTIC, pour pallier les insuffisances constatées.

Ce constat s'appliquant en fait à toutes les régions françaises, il nous reste à dresser un tableau de la mobilisation, dans l'espace et dans le temps, des collectivités territoriales pour mieux positionner nos deux régions dans ce domaine.